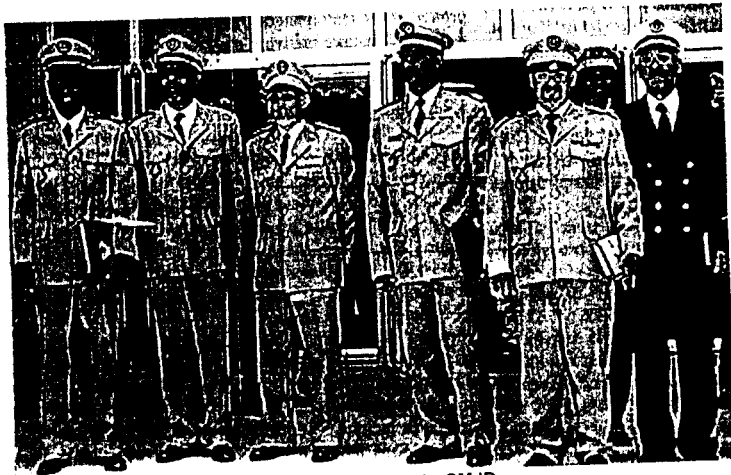


# CMJD, garanties et signes



Quelques membres du CMJD

*Au conseil des ministres du 24 août 2005, le Conseil Militaire pour la Justice et la Démocratie a scellé le sacrifice qu'il a décidé de consentir : un « projet d'ordonnance constitutionnelle relative à l'inéligibilité du président et des membres du Conseil Militaire pour la Justice et la Démocratie, le premier ministre et les membres du gouvernement aux élections présidentielles et législatives prévues dans le cadre du processus de transition démocratique.»*

Au conseil des ministres du 24 août 2005, le Conseil Militaire pour la Justice et la Démocratie a scellé le sacrifice qu'il a décidé de consentir : un « projet d'ordonnance constitutionnelle relative à l'inéligibilité du président et des membres du Conseil Militaire pour la Justice et la Démocratie, le premier ministre et les membres du gouvernement aux élections présidentielles et législatives prévues dans le cadre du processus de transition démocratique. » Cela constitue certes une garantie de sincérité de la part des nouvelles autorités du pays. Avec la mise entre parenthèses de la République, il est clair que ce qu'il faut attendre des ministres et des chefs de services qui ont été nommés c'est plus le travail que tout autre chose. Pour cela un besoin de promotion du mérite s'impose. A l'image des mesures individuelles prises. « De bonnes nominations », estiment certains. Les profils des responsables de certains départements ministériels sont en effet perçus comme signal fort. Au tout nouveau Ministère de l'enseignement supérieur le Secrétariat Général est confié à Zakaria O. Ahmed Salem O. Denna. Ce jeune professeur d'université est docteur en sciences politiques. Une autre nomination bien accueillie, celle de Moussa O. Hamed. Ce professeur qui était également le Directeur du journal le Calame se voit confier la direction de l'Agence Mauritanienne d'Information. Ayant su diriger l'hebdomadaire fondé par feu Habib O. Mahfoudh, journal le plus censuré du reste pour ses positions courageuses, Moussa O. Hamed inspire confiance. En lui le CMJD a sans doute trouvé le profil de quelqu'un qui connaît bien le milieu de l'information et a une expérience journalistique qu'il faut mettre à profit.

A la direction du budget Mohamadou Youssouf Diagana, un titulaire de diplôme supérieur en gestion de la politique économique. Une qualité technique incontestable qui devrait pouvoir contribuer à mettre sur les rails une boîte dont dépendent tous les fonctionnaires de l'Etat. De même, la nomination d'un docteur en sciences économiques à la tête du trésor et de la comptabilité pu-

blique consacre la volonté de mettre un secteur aussi important entre les mains d'un connaisseur : Mohamed Lemine Ould Moulaye Ould Dhehby. Plusieurs autres nominations s'inscrivent dans le cadre du critère de technicité : Directeur général de la Somelec, Mohamed Ould Bahiya. Un

ingénieur d'Etat en génie énergétique et chimique. Son directeur général adjoint : Mamadou Amadou un ingénieur mécanicien ; directeur général de l'ONS : Baba Ould Boumeiss, ingénieur principal, statisticien économiste ; au port autonome, le Directeur général Ahmed Ould Guenaye est un économiste. Autant de profils avec lesquels il faut compter pour remettre en marche une administration pourrie jusque là par un clientélisme flagrant. Pour cela le CMJD a besoin d'un suivi régulier des activités des uns et des autres. Histoire de faire comprendre aux gens que l'heure est au travail. Deux ans pour bien faire, ce n'est pas facile.

Le temps paraît long pour certains. Il s'agit de mettre à profit son calendrier. Le peuple est pressé de voir se concrétiser les changements : baisse des prix, fin des arnaques policières auxquelles on assiste au quotidien... Il y a un besoin incontestable de se sentir à l'aise dans son pays. Ne plus être obligé de graisser la patte à un infirmier pour avoir droit à son droit d'être au moins ausculté par le médecin... Ces choses là n'ont certainement pas besoin de l'avis des partis qui défilent au palais chaque jour pour être corrigées. Il est vrai que les trois commissions ministérielles mises en place au sein du gouvernement ont beaucoup de choses à redresser. Ces commissions feraient mieux d'associer les acteurs politiques pour gagner du temps quant à la bonne marche de leurs travaux. Ne serait-ce qu'en les appelant à discuter rapidement des moyens de régler les questions pratiques et non plus théoriques. En le associant, ils offriront « du travail » à une classe politique pas encore habituée à faire autre chose que des exercices d'éloquence et de pédantisme et qui en ce moment défile devant le chef de l'état et pose pour l'écran national...